

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement
de l'aménagement et du logement
Alsace

Unité territoriale du Bas-Rhin
Équipe Centre

Strasbourg, le 3 avril 2014

Le Directeur régional,

à

Monsieur le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin
Direction des actions de l'Etat
Bureau de l'Environnement et des Procédures
Publiques

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Objet : Garanties financières / société DERICHEBOURG Environnement – ESKA au
15, rue du Havre à Strasbourg

PJ : un projet d'arrêté préfectoral complémentaire

- 1. Présentation du dispositif**
- 2. Présentation du site**
- 3. Proposition de l'exploitant**
- 4. Analyse de l'Inspection**
- 5. Proposition de l'Inspection**

1. Présentation du dispositif

Les carrières (1979), les établissements « Seveso » seuil haut (1987), et les décharges (1993) sont de longue date tenus de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement en cas de défaillance de l'exploitant.

Depuis le 1^{er} juillet 2012, le dispositif a été élargi et renforcé. Il vise les installations qui sont susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il s'agit notamment des installations qui mettent en œuvre des produits toxiques, comburants, explosibles, inflammables, combustibles, corrosifs, et certaines activités dans le domaine du textile, du bois, des minerais et métaux, de la chimie et des déchets (au-delà des décharges).

Le dispositif est défini par les articles L.516-1 et 2, R.516-1 et 2 du code de l'environnement.

Pour les établissements existants relevant de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les garanties financières doivent être constituées à compter du 1^{er} juillet 2014 dans les conditions ci-après précisées. C'est de cette première catégorie d'établissements dont il est ici question.

Pour les établissements relevant de l'annexe II du même arrêté, les garanties doivent être constituées à compter du 1^{er} juillet 2019. Ces dossiers seront étudiés ultérieurement.

Les garanties financières sont à établir par tranche :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières avant le 1^{er} juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans soit jusqu'au 30 juin 2018,
- constitution de 100 % du montant initial à compter du 1^{er} juillet 2018.

Les garanties doivent répondre aux critères fixés par l'arrêté ministériel 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesure de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, commenté par la circulaire du 20 novembre 2013.

Elles doivent prendre en compte :

- la gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants,
- l'interdiction et la limitation d'accès au site,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- la surveillance (gardiennage) du site.

Pour l'ensemble de ces coûts, la formule d'indexation prévue à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné a été appliquée.

2. Présentation du site

La société DERICHEBOURG – ESKA exploite au 15, rue du Havre à Strasbourg un centre de récupération, regroupement, tri et traitement de déchets de métaux. Le site est soumis à autorisation préfectorale notamment sous la rubrique 2713 qui est visée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.

3. Proposition de l'exploitant

L'exploitant a transmis par courrier du 19 décembre 2013 complété par courriel du 10 mars 2014, une proposition de calcul du montant des garanties financières. Le montant proposé est de 97 532 euros.

Le calcul se base sur :

- le montant relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation (Me) :

L'exploitant a évalué le coût de l'évacuation et de l'élimination des déchets susceptibles d'être présents sur le site lors de la cessation des activités. Cette évaluation est justifiée à l'aide de devis pour certains déchets : paratonnerre, vidange du séparateur d'hydrocarbures, résidus de cisailage et DIB.

- Le montant relatif à la neutralisation d'une cuve enterrée de fioul domestique d'une capacité de 10 m³ (Mi).
- Le montant relatif à la limitation des accès du site (Mc) par la mise en place de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée et sur la clôture tous les 50 mètres.
- Le montant relatif à la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement (Ms) :
Ce montant couvre les coûts d'analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site et le coût d'un diagnostic de pollution des sols et sous-sols.
- Le montant relatif au coût de gardiennage du site pour une période de 6 mois (Mg).

4. Analyse de l'Inspection

Le calcul ne prend pas en compte le coût du traitement/démantèlement des déchets par une autre installation. Cependant, considérant la valeur marchande des déchets de métaux présents sur le site, l'inspection des installations classées propose de valider le montant de la garantie financière proposé par l'exploitant.

5. Proposition de l'inspection

Le montant de la garantie financière retenue est donc de 97 532 euros.

Le projet d'arrêté joint prescrit la constitution des garanties financières. Il fixe l'échéancier.

L'Inspecteur de l'environnement
(installations classées)